

Le soutien accordé aux agriculteurs dans les pays de l'OCDE s'élevait à 225 milliards d'euros en 2005



21/06/2006 - Le soutien accordé aux agriculteurs dans les pays de l'OCDE s'élevait à 225 milliards d'euros en 2005, ce qui représente 29% des recettes agricoles. Selon un nouveau rapport de l'OCDE ce niveau est inchangé depuis 2004 et à peine inférieur aux 30 % estimés en 2003.

Le rapport, [Les politiques agricoles de l'OCDE : Panorama](#), constate que la plus grande partie, 59 %, de ce soutien public provenait de mesures qui élèvent les prix payés aux producteurs comme les droits de douanes à l'importation, les subventions à l'exportation et les subventions à la production intérieure. Ces mesures engendrent de graves distorsions de la production, des marchés et des échanges.

Les niveaux de soutien varient énormément selon le pays. L'Estimation du soutien aux producteurs (ESP) de l'Union européenne se montait à 32 % des recettes agricoles en 2005 (33 % en 2004) tandis que celui de l'Australie était de 5 % (inchangé depuis 2004) et celui des Etats-Unis de 16 % (inchangé). Les niveaux les plus élevés se rencontrent au Japon (56 % en 2005), en Corée (63 %), en Norvège (64 %) et en Suisse (68 %).

Le rapport avance des arguments selon lesquels ces hauts niveaux d'intervention ne sont pas nécessaires pour assurer la qualité de l'environnement et la prospérité des zones rurales. Selon l'OCDE, la prédominance du soutien lié à la production est relativement inefficace pour poursuivre ces objectifs. Les exploitations les plus grandes reçoivent l'essentiel du soutien et d'importants transferts parviennent à des agents auxquels ils n'étaient pas destinés, comme les fournisseurs ou les propriétaires terriens non exploitants. Les politiques visant à améliorer l'environnement ne donnent souvent pas de résultat car elles servent principalement à compenser les pressions sur les ressources naturelles des subventions qui stimulent la production. Il est plus efficace d'encourager le développement rural à l'aide des mesures renforçant, par exemple, l'investissement dans les infrastructures, l'éducation et les services sociaux.

Lors de la présentation du rapport à Bruxelles, Ken Ash, Directeur adjoint de la Direction de l'alimentation, de l'agriculture et pêcheries de l'OCDE, a dit : "Si les gouvernements brisaient le lien entre le soutien et la production et créaient des liens plus solides entre le soutien et leurs projets - celui de la durabilité environnementale ou celui du bien-être du milieu rural, par exemple - ils amélioreraient ainsi la performance de la politique intérieure tout en évitant de produire d'incidences négatives sur le marché mondial".

Politiques agricoles de l'OCDE : Panorama est disponible pour les journalistes auprès de la [Division des relations avec les médias](#) (tel. + 33 1 45 24 97 00) ou à partir du [site protégé des journalistes](#).

[Informations complémentaires sur le rapport](#)

Pour plus d'informations sur les études de l'OCDE sur les politiques agricoles, voir le site web de l'OCDE www.oecd.org/agr.

Aussi disponible : [OECD governments gave €225 billion in support to farmers in 2005 \(Anglais\)](#)